

Extrait du Projet 22

<http://www.projet22.com/questions-de-societe/les-faits-marquants/article/le-mecanisme-europeen-de-stabilite.html>

Le Mécanisme Européen de Stabilité : ses enjeux, ses conséquences

- Questions de société - Les faits marquants -

Date de mise en ligne : vendredi 14 septembre 2012

Description :

Qu'est-ce que le M.E.S. ? Quels sont ses enjeux ? Quelles peuvent être les conséquences ? Pourquoi aide-t-on les pays à ren-flouer leur dette ? D'où vient la dette ? Pourquoi aide-t-on les banques ?

Projet 22

Jeudi 13 sep-tembre 2012, la Cour consti-tu-tion-nelle alle-mande a ratifié le Méca-nisme Européen de Sta-bilité (MES) qui permet à l'UE de reca-pi-ta-liser les banques en dif-fi-culté et d'acheter des obli-ga-tions sur les marchés pri-maires et secon-daires, autrement dit à entrer dans le capital des banques en faillite, à racheter les "actifs toxiques", comme les sub-primés, et à acheter une partie de la dette de cer-tains pays. Cela confirme l'adage énoncé par les partis d'extrême gauche : "Pri-va-tiser les profits, natio-na-liser les pertes".

Les juges suprêmes alle-mands ont cependant fixé une limite à l'implication finan-cière de l'Allemagne dans le finan-cement du MES, sti-pulant qu'elle ne devait pas excéder sa part au capital du fonds, soit 190 mil-liards d'euros.

En cas de dépas-ement, un nouveau vote du Par-lement allemand serait nécessaire.

Le budget pré-vi-sionnel de 500 mil-liards d'euros, pourtant col-losal, ne suf-firait pas pour ren-flouer une nou-velle crise de la dette dans le sud européen :

- 1.949 mil-liards d'euros pour la dette ita-lienne en avril 2012 [1]
- 774,549 mil-liards d'euros de dette espa-gnole (chiffre qui ne tient pas compte des 100 mil-liards d'euros prêtés aux banques espa-gnoles par l'Europe) [2]
- 350 mil-liards d'euros pour la dette grecque (bientôt ramené à 243 mil-liards d'euros par l'abandon d'une partie de la dette par ses créan-ciers en échange d'une garantie du FESF) [3]
- ...

En réalité, ces nombres ne repré-sentent rien en eux- mêmes si on ne les compare pas à la richesse du pays, c'est-à-dire à son PIB. **On s'aperçoit alors que la dette espa-gnole ne repré-sente que 68% de son PIB, tandis qu'elle repré-sente 85% pour la France.**

Rap-pelons que le Pacte de Sta-bilité de l'UE imposait aux pays ne pas ramener leur dette à 60% du PIB, ce que peu de pays étaient capables de faire, y compris **l'Allemagne, dont la dette de 2080 mil-liards d'euros atteint 81,2 % de son PIB.** L'Allemagne n'est pas inquiétée par les marchés finan-ciers parce qu'elle possède le plus grand taux de crois-sance de la zone euro. On com-prend dès lors que ce qui est important, ce n'est ni la dette ni le PIB, mais le taux de croissance.

Dès lors, pourquoi mettre en place des poli-tiques de rigueur qui risquent d'handicaper la crois-sance ? Deux raisons peuvent être trouvées :

1. L'UE ne croit pas en ses propres capa-cités de crois-sance, à cause de la concur-rence des pays d'Asie notamment [4]. Elle mise plutôt à faire des économies sur les dépenses publiques.
2. Les créan-ciers des dettes publiques euro-péennes le savent et font pression sur les pays de l'UE pour qu'ils épurent leurs comptes.
3. Cer-tains hauts com-mis-saires euro-péens, en liaison avec les cabinets d'audits et les thinks tanks financés par les mul-ti-na-tio-nales et les fonds de pension amé-ri-cains (pour ne parler que d'eux), veulent pro-fiter de cette occasion pour diminuer le point des Etats dans l'économie des pays (plus de libé-ra-lisme), mais aussi dans la poli-tique qu'elle conduise (mise en place du fédéralisme).

En même temps que l'UE se met d'accord sur le MES, **Bruxelles donne à la BCE, qui est indé-pen-dante, des**

pou-voirs de super-vision (de contrôle) sup-plé-men-taires sur l'ensemble des banques euro-péennes, pour éviter de mau-vaies sur-prises sur l'état réel de leurs comptes.

Le pré-sident de la Com-mission euro-péenne, José Emmanuel Baroso, confirme :

(...) rompre le cercle vicieux entre les emprun-teurs sou-ve-rains et leurs banques. Il ne fau-drait plus, à l'avenir, que les pertes des banques deviennent les dettes de la popu-lation, remettant en cause la sta-bilité finan-ciè-re de pays entiers.

[5]

Ce qu'il avoue ainsi, c'est que **l'Union euro-péenne, c'est-dire vous et moi, avons gonflé notre dette pour ren-flouer le secteur ban-caire au moment de la crise des sub-primes**. Celle-ci n'est d'ailleurs pas ter-minée, car plu-sieurs banques espa-gnoles recèlent de nom-breux "actifs toxiques" dans leurs comptes.

Par exemple, Bankia, qui possède 32 mil-liards d'actifs toxiques, va passer son contrôle de l'Etat. Pendant ce temps, un de ces anciens diri-geants, Aurelio Izquierdo, part avec 14 mil-lions d'euros d'indemnités...

A l'inverse, l'Etat espagnol a remis à flot l'Union des caisses d'épargne espa-gnole, l'Unimm, pour que son concurrent, la BBVA puisse la racheter à 1 euro...

Non seulement les Espa-gnols ne devraient pas gonfler leur dette publique en achetant de la dette privée (celle des banques) [6], mais l'UE ne devrait pas non plus racheter une dette espa-gnole somme toute illé-gitime [7]. Pourquoi le fait-elle, alors ?

Une bonne pensée serait de dire que le rôle des banques est trop important et que l'on veut éviter faillite et licenciements.

Une pensée plus cri-tique - ou plus cynique - mon-trerait qu'**une partie impor-tante de la dette espa-gnole est détenue par les banques étran-gères** : 22% par des banques alle-mandes, à 20% par les fran-çaises, à 17% par les amé-ri-caines et à 14% par les banques anglaises.

Même chose pour les autres dettes souveraines...

Signez le [Mani-feste pour un huma-nisme contemporain](#)

[1] Voir

<http://www.lemonde.fr/economie/actualites/article/2011/09/28/le-mecanisme-europeen-de-stabilite-les-enjeux-et-les-conssequences/2011/09/28>

[2] Voir <http://leparisien.fr/actualites/economie/le-mecanisme-europeen-de-stabilite-les-enjeux-et-les-conssequences-20110928>

Le Mécanisme Européen de Stabilité : ses enjeux, ses conséquences

[3] Voir <http://www.lepoint.fr/economie/le-mecanisme-europeen-de-stabilite-2012-09-11>

[4] Elle serait de 0% pour la France en 2012. Les partisans de la décroissance auraient-ils raison ?

[5] Voir

<http://www.bfmtv.com/economie/le-mecanisme-europeen-de-stabilite-2012-09-11>

[6] Selon la doctrine libérale, à l'origine de l'ouverture des frontières, de la libre concurrence, de la construction de l'Europe et du FMI, il y a l'idée que l'économie de marché finit par s'équilibrer si on la laisse faire sans intervention de l'Etat. Dans ce cas, pourquoi ne pas laisser les banques s'effondrer pour assainir le marché de tous ces actifs toxiques ? De même, les entreprises qui ne fonctionnent pas ferment leurs portes ou se délocalisent. Le libéralisme aurait-il tort ?

[7] Voir <http://www.lecourrier.ch/990079079/et-s...>